

" Les choses sont en train de bouger au Moyen Orient "

Interview avec Madame Colette FLESCHE, Ministre des Affaires Etrangères

forum: Permettez-moi, Madame le Ministre, pour commencer, une question plus globale: Quelle est la position du gouvernement luxembourgeois à propos du problème de la Palestine? Quelle solution envisage-t-il comme "idéale"?

C.Flesch: Le gouvernement luxembourgeois s'est toujours prononcé au sujet de ce problème ensemble avec ses partenaires de la Communauté Européenne. Or, cette communauté a pris pour la première fois une position marquante lors du sommet de Venise en juin 1980: C'est là que fut formulé un texte politique auquel elle se réfère à chaque prise de position ultérieure. Nous en avons parlé encore récemment lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du 20 septembre 1982 à Bruxelles où la CE a exigé une fois de plus une solution globale du problème.

On peut penser qu'au Moyen Orient des possibilités commencent à se dessiner qui n'existaient pas encore il y a peu de temps. Les Européens ont, de façon itérative, invité les Américains à adopter une attitude conciliable avec la nôtre. Et je puis vous dire que lors de ma visite bilatérale aux Etats-Unis, il y a un an, toute une série de mes entretiens avec le Secrétaire d'Etat et ses colla-

borateurs du State Department ont visé à leur dire que d'après notre conviction aucune autre approche du Moyen Orient n'est possible. Et je pense pouvoir dire que nous avons vivement salué la déclaration du Président Reagan du 1er septembre 1982 qui est quand même différente de ses prises de position antérieures. L'accueil qu'a trouvé



in: Le Monde, 30/6/1982

Les tragiques événements intervenus au Liban ont encore une fois apporté la preuve que le Moyen Orient ne pourra connaître une paix véritable et une stabilité durable que par un règlement global à conclure avec la participation de toutes les parties, ce qui signifie que l'OLP devra être associée aux négociations. Un tel règlement devrait reposer sur les principes de la sécurité pour tous les Etats de la région, y compris le droit d'Israël à exister, la justice pour tous les peuples, y compris le droit à l'autodétermination pour les Palestiniens avec tout ce que cela implique et la reconnaissance mutuelle par toutes les parties en cause.

Les Dix constatent que les principes mentionnés ci-dessus rencontrent une acceptation croissante.

Par conséquent, ils saluent la nouvelle initiative américaine contenue dans le discours qu'a prononcé le Président Reagan le 1er septembre 1982. Les Dix estiment que celle-ci offre une occasion importante de réaliser des progrès pacifiques en ce qui concerne la question palestinienne et qu'elle constitue un pas vers la réconciliation de parties aux inspirations contradictoires.

Les Dix lancent un appel à toutes les parties afin qu'elles saisissent cette occasion pour mettre en route un processus de rapprochement mutuel débouchant sur un règlement pacifique global.

A cet égard, ils soulignent l'importance de la déclaration apportée par les chefs d'Etat et de gouvernement arabes à Fès le 9 septembre en tant qu'expression de la volonté unanime des participants, y compris l'O.L.P., d'oeuvrer en faveur de l'établissement d'une paix équitable au Moyen Orient qui englobe tous les Etats de la région, y compris Israël.

Ils appellent maintenant à l'expression similaire d'une volonté de paix de la part d'Israël.

(...)

Les Dix continuent à croire que l'un des éléments de base pour progresser vers un règlement pacifique global négocié dans la région est la création d'un climat de confiance entre les parties. En conséquence, ils considèrent que la décision israélienne d'établir huit nouvelles implantations dans les territoires occupés constitue un obstacle grave aux efforts de paix et est illégale en droit international.

Déclaration des ministres des Affaires Etrangères des Dix sur le Moyen Orient (20.9.1982) - extrait.

cette déclaration dans le monde et au Moyen Orient même est tout à fait encourageant. Nous savons certes que le gouvernement israélien l'a refusée, mais les pays arabes ont adopté une attitude positive. Et ce qu'ont fait les Arabes à leur sommet de Fès montre que bien des choses sont en train

de bouger au Moyen Orient. Alors la proposition du Président Reagan de créer un territoire palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, à associer d'une façon ou d'une autre avec le Royaume de Jordanie, cette proposition pourrait bien être un premier pas permettant des progrès futurs.

Mes derniers contacts à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, m'ont confirmé cette impression. J'ai eu des entretiens avec des homologues arabes, avec les Américains, aussi avec les Israéliens. Ces derniers ont certes adopté une attitude dure. Mais la teneur de mes entretiens avec mes collègues arabes était différente de ce qu'ils m'ont dit il y a un an.

forum: Si vous réclamez, avec la CE, le droit à l'autodétermination des Palestiniens, est-ce que vous comprenez par là aussi le droit à un Etat indépendant? Ou pensez-vous plutôt à un territoire fédéré avec la Jordanie, comme le laisse supposer la déclaration du Président Reagan?

C.Flesch: Un Etat autonome me paraît très difficile à réaliser. Je ne vois pas encore où il pourrait s'inscrire sur le terrain, comment concevoir sa réalisation concrète. Notre politique comprenait toujours deux éléments: d'une part confirmer le droit d'Israël à l'existence et d'autre part affirmer le droit des Palestiniens à déterminer eux-mêmes leur avenir. Nous ne pourrions jamais être d'accord avec une politique visant à annihiler Israël, mais nous pensons qu'il faut reconnaître le fait palestinien. Comment réaliser cela en pratique, c'est difficile à prévoir. Je pense que l'idée du Président Reagan est intéressante et mérite d'être étudiée.

forum: Si je suis bien renseigné, la CE a décidé d'entrer en contact avec l'OLP et vient même d'en charger son président en exercice, le ministre des affaires étrangères danois.

C.Flesch: C'est exact. Il est peut-être intéressant de rappeler que c'est mon prédécesseur, Monsieur THORN, qui, le premier, à la suite du sommet de Venise, a eu mission de prendre contact avec l'OLP, et il a fait une tournée au Moyen Orient au cours de laquelle il s'est entretenu avec Monsieur Arafat en 1980. Et vous avez raison de dire que le dernier contact a eu lieu avec le président en exercice actuel, Monsieur Ellemann Jensen.

forum: Qu'attendez-vous de concret de ces contacts? Visent-ils à soutenir l'OLP dans sa politique ou plutôt à influencer celle-ci dans le sens, p.ex. des déclarations qu'ont faites Messieurs Nahum Goldmann, Pierre Mendès-France, Philip Klutznick du côté juif, le Président Bourguiba du côté arabe, c'est-à-dire pour réclamer une reconnaissance réciproque de l'OLP et d'Israël comme première étape d'un rapprochement des deux antagonistes?

C.Flesch: Nous n'avons jamais laissé subsister le moindre doute dans nos contacts avec l'OLP que pour nous la reconnaissance d'Israël est un élément constitutif de notre politique. Nous n'ignorons pas que le gouvernement israélien ne s'est pas réjoui de voir s'établir ces contacts avec l'OLP, mais nous sommes convaincus qu'ils sont utiles, sans doute dans les deux sens que vous indiquez: Si nous ne parlons pas avec eux, nous ne pourrions certainement exercer aucune influence, et si nous parlons avec eux, nous les gratifions implicitement d'une certaine reconnaissance. Nous sommes conscients de la signification de ces contacts, et nous considérons cette approche comme utile. On n'a jamais réso-

lu un conflit sans parler avec l'adversaire.

forum: Comment réussissez-vous d'autre part à faire accepter cette politique par Israël? En ce moment, il semble que les difficultés proviennent plutôt de ce côté-là.

C.Flesch: Ah oui, là il y a des difficultés. Dans l'entretien que je viens d'avoir avec Monsieur Shamir à New York je lui ai confirmé notre ligne générale, et je lui ai dit que les opinions publiques, en occident, qui furent jadis très fermement pro-israéliennes, sont en train de se modifier assez considérablement. Qu'avec les actions récentes d'Israël cette tendance va plutôt s'approfondir. Et que je ne pense pas que c'est là le meilleur intérêt d'Israël.

forum: En parlant alors de cette politique d'Israël qui annexe le Golan, qui renforce la répression en Cisjordanie, qui envahit le Liban, qui semble même porter au moins une part de responsabilité dans les massacres de Beyrouth-Ouest: qu'en pense le gouvernement luxembourgeois? Accepte-t-il simplement cette politique de Monsieur Begin ou bien lui fait-il connaître sa désapprobation?

C.Flesch: Ensemble avec nos partenaires de la CE notre gouvernement a déclaré que l'annexion du Golan est contraire au droit international, que nous ne pouvons approuver une telle action. Nous pensons en outre que les implantations de colonies juives dans les territoires occupés sont également illégales. Nous avons condamné l'invasion du Liban. En relisant ma déclaration de politique extérieure à la Chambre des Députés vous constaterez que j'ai été très claire à ce sujet. Quant à une coresponsabilité éventuelle dans les massacres je m'abstiens de tout commentaire, car rien n'est prouvé pour le moment, même si on se demande bien sûr comment de telles choses ont pu se passer sans qu'on n'ait rien vu. Mais nous avons exprimé notre réprobation absolue de ces massacres et cette réprobation inclut tous ceux qui en sont responsables. Nous ne pensons pas, en effet, que les dernières actions d'Israël contribuent à nous rapprocher d'une solution et nous ne croyons pas que ces actions soient comme je l'ai indiqué, dans l'intérêt bien compris d'Israël.

forum: Vous doutez donc de l'argument avancé à chaque fois par le gouvernement de Monsieur Begin qui dit que ces actions sont nécessaires pour les besoins de sécurité d'Israël.

C. Flesch: Les Israéliens connaissent sans aucun doute des problèmes. J'ai été en Israël il y a deux ans, quand je n'étais pas encore ministre et j'ai visité des endroits tels que les hauteurs du Golan, Gaza, la frontière libanaise. Là vous voyez qu'en réalité des problèmes peuvent se poser. Mais je ne pense pas qu'on puisse justifier l'invasion du Liban avec ces problèmes.

forum: Elle ne les résout guère.

C.Flesch: Non. Nous sommes bien placés à Luxembourg pour protester contre toute invasion qui est contraire au droit international.

forum: Voilà que Monsieur Begin cependant considère très souvent toute critique à la politique israélienne comme relevant de l'antisémitisme pur. Acceptez-vous ce reproche?

C.Flesch: Non, je pense que cela n'a rien à voir! Notre attitude dans cette question est au-delà de tout reproche dans ce sens. L'antisémitisme, heureusement, n'existe pas à Luxembourg, et j'espère que ça ne changera pas. L'humanité ne peut certainement pas être fière de telles choses.

le plan Reagan

« Tout d'abord, comme il est indiqué dans les accords de Camp David, les Palestiniens habitant en Cisjordanie et à Gaza devront bénéficier, pendant une période déterminée, d'une totale autonomie pour régler leurs propres affaires. Le principe de l'autogouvernement des habitants des territoires visés sera pris en considération comme il convient, de même que le besoin légitime de sécurité exprimé par les parties concernées.

« Cette période transitoire de cinq ans, qui débiterait après l'élection libre d'une autorité palestinienne autogestionnaire (self-governing), a pour objet de prouver aux Palestiniens qu'ils peuvent diriger leurs propres affaires en toute autonomie et que celle-ci ne menace en rien la sécurité d'Israël.

« Les Etats-Unis désapprouveront toute implantation sur de nouvelles terres, pendant la période de transition. En fait, l'adoption immédiate par Israël d'une mesure visant à geler l'implantation d'Israéliens dans cette région serait le meilleur moyen de créer un climat de confiance capable d'inciter un nombre croissant de pays à participer aux pourparlers. La poursuite des implantations n'est nullement nécessaire à la sécurité d'Israël mais ne fait au contraire que miner la confiance des Arabes en la possibilité d'un règlement final, librement et loyalement négocié.

« Je tiens à ce que l'on comprenne clairement l'attitude des Etats-Unis : cette période de transition est destinée à permettre que la passation des pouvoirs internes, des Israéliens aux habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, se fasse dans l'ordre et la paix. Par ailleurs, ce transfert ne doit pas porter atteinte aux besoins d'Israël en matière de sécurité.

« Si l'on considère l'avenir de la rive occidentale du Jourdain et de Gaza après la période de transition, il est clair à mes yeux qu'on ne pourra aboutir à la paix en créant un Etat palestinien indépendant sur ces territoires. On ne peut pas non plus concevoir une paix reposant sur un droit de souveraineté ou une domination permanente d'Israël sur la Cisjordanie et Gaza.

« Les Etats-Unis ne soutiendront donc ni l'instauration d'un Etat palestinien indépendant dans cette région ni une initiative de la part d'Israël visant à l'annexion de cette zone ou à l'exercice d'une domination permanente sur celle-ci.

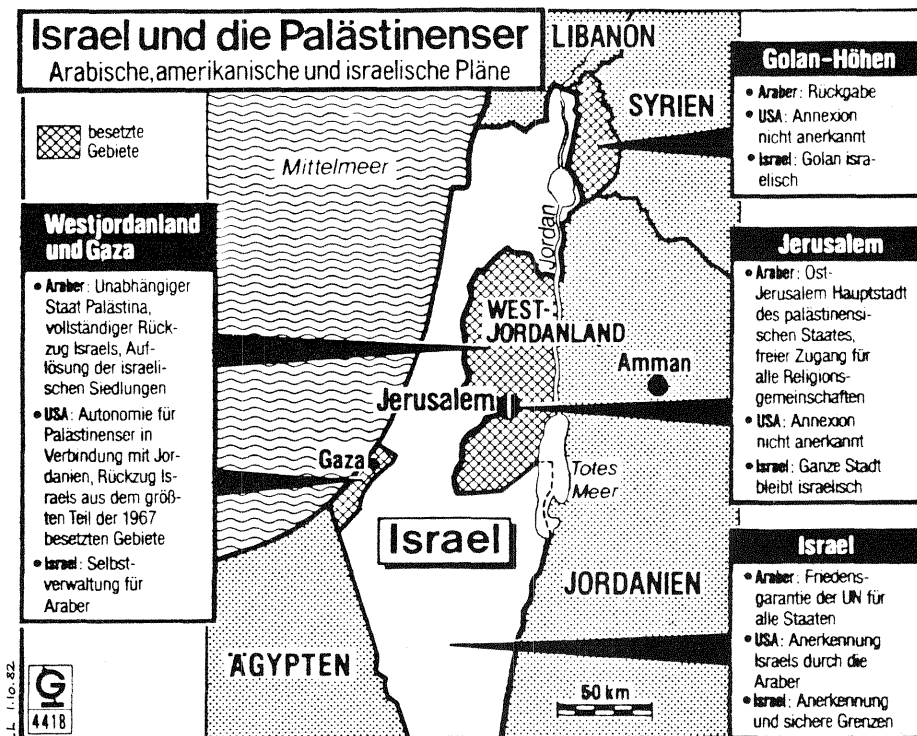
« Cependant, il existe une autre solution qui peut mener à la paix. L'élaboration d'un statut définitif de ces territoires devra se faire, bien sûr, par le jeu des compromis au cours des négociations. Mais les Etats-Unis sont fermement convaincus que la meilleure chance de parvenir à une paix stable, durable et juste est d'instaurer un autogouvernement des Palestiniens de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza, en association avec la Jordanie.

« Notre attitude repose carrément sur le principe que le conflit israélo-arabe devra être résolu par des négociations portant sur un troc : des territoires en échange de la paix. C'est ce que contient la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, cette dernière étant elle-même partie intégrante des accords de Camp David. La résolution 242 de l'ONU reste la pierre angulaire des efforts accomplis par l'Amérique en faveur de l'instauration de la paix au Moyen-Orient.

« Les Etats-Unis affirment que – si la paix est à ce prix – l'idée d'un retrait, contenue dans la résolution 242, devra s'appliquer à tous les fronts, y compris la Cisjordanie et Gaza.

Extraits du discours présidentiel du 1er/9/1982, in: Le Monde diplomatique, octobre 1982.

Notre attitude est en un sens universaliste: tout comme nous condamnons l'antisémitisme, nous condamnons aussi d'autres actions, qui nous semblent



contraires au droit international. Je trouve qu'Israël au premier chef devrait respecter les principes qu'ils invoquent eux-mêmes. J'ajoute que les réactions de l'opinion publique en Israël après les terribles massacres de Beyrouth ont montré que les principes démocratiques pour lesquels nous respectons Israël- y fonctionnent toujours. Le respect mutuel de ces principes me paraît le meilleur moyen pour en arriver à une solution acceptable et durable.

forum: Permettez-moi une dernière question: M. Vasser Arafat vient d'être reçu par le pape, par le gouvernement italien, par Monsieur Cheysson, Le Ministre des Affaires Etrangères luxembourgeois est-il prêt à le rencontrer aussi?

C.Flesch: Je vous ai dit que dans ce domaine nous avons toujours vu notre politique dans le contexte de la CE. Nous savons le poids que nous représentons sur l'échiquier international. Ce n'est pas nous qui allons renverser le cours de l'histoire. Il n'est donc que normal que je n'ai pas encore vu Monsieur Arafat. Je vous ai dit que mon prédécesseur, Monsieur Thorn, a été le premier représentant de la CE à rencontrer Monsieur Arafat. Je le ferais bien sûr aussi, si je pensais pouvoir aider ainsi la bonne cause. Mais il faut bien faire la politique qui est dans nos moyens. Le Luxembourg en tant que tel ne peut prendre d'initiative dans ce domaine, a fortiori proposer un plan de paix au Moyen Orient.

forum: Madame le Ministre, je vous remercie.